

Burundi : UE, USA et Suisse demandent un report des élections

@rib News, 11/05/2015 â€“ Source AFP L'Union européenne, les Etats-Unis et la Suisse ont appelé lundi le gouvernement burundais à reporter les élections alors que le pays est en proie depuis fin avril à des manifestations émaillées de violences contre un troisième mandat du président Pierre Nkurunziza. "Nous avons encouragé fortement le gouvernement burundais à prendre des mesures d'apaisement et l'idée d'un glissement du calendrier électoral serait à nos yeux une bonne chose", a déclaré l'envoyé spécial de l'UE pour la région, Koen Vervaeke, s'exprimant aussi au nom de la Suisse et des Etats-Unis lors d'une réunion mensuelle entre les Européens et le gouvernement auxquels se sont exceptionnellement joints les deux autres pays.

L'ambassadrice américaine, Dawn Liberi, a lu une déclaration similaire en anglais. Au cours de cette réunion, les Pays-Bas et la Suisse ont aussi annoncé la suspension de leur aide électorale au Burundi, se joignant à une précédente déclaration faite dans le même sens par la Belgique, ex-puissance colonisatrice du pays. Le Burundi, petit pays d'Afrique des Grands Lacs, a prévu le 26 mai des législatives et communales, suivies le 26 juin par une présidentielle. Le processus électoral est estimé par Bujumbura à quelque 60 millions de dollars. Le Burundi dit pouvoir en assumer 21 millions et a réclamé 39 millions d'aide étrangère. Pierre Nkurunziza, élu deux fois en 2005 et 2010, a été officiellement désigné candidat à la présidentielle par son parti, le Cndd-FDD, le 25 avril. Les manifestations, interdites par le pouvoir, ont commencé dès le lendemain. Les anti-troisième mandat le jugent inconstitutionnel et surtout contraire aux accords d'Arusha qui avaient ouvert la voie à la fin de la longue guerre civile burundaise (1993-2006). Le camp présidentiel juge la démarche parfaitement légitime. Depuis le début du mouvement, des heurts ont opposé les opposants à Pierre Nkurunziza à la police et à des jeunes du Cndd-FDD (les Imbonerakure, qualifiés de "milice" par l'ONU). Les violences ont déjà fait 19 morts. Selon l'ONU, plus de 50.000 Burundais ont par ailleurs fui dans les pays voisins, terrorisés par le climat pré-électoral. "Notre volonté c'est que le Burundi réussisse le processus électoral", a poursuivi M. Vervaeke. Mais "les conditions minimales pour aller aux élections ne sont pas réunies, c'est à dire la liberté des médias, de manifester pacifiquement". "Nous sommes d'accord que les armes circulent, et que les jeunes sont en possession des armes. C'est évidemment très troublant d'avoir des suppléments des corps de défense et de sécurité, comme cela s'est vu", a-t-il ajouté, en parlant des Imbonerakure. Les communautés internationale et régionale s'inquiètent depuis des mois de ce que la candidature de Pierre Nkurunziza à un troisième mandat ne débouche sur de nouvelles violences à grande échelle. En plus de la guerre civile, l'histoire post-coloniale du Burundi a déjà été marquée de massacres interethniques. La communauté d'Afrique de l'Est (Burundi, Rwanda, Kenya, Tanzanie, Ouganda) tient mercredi à Dar es Salaam en Tanzanie un sommet extraordinaire sur la crise burundaise. À